

# APPEL A CONTRIBUTIONS

## LA CRISE SANITAIRE, LA VILLE ET L'HABITAT : QUESTIONS POUR LA RECHERCHE

**Cette proposition répond aux problèmes posés par la situation actuelle, où la pandémie oblige la population à respecter la distanciation physique ; ce qui est difficile dans des villes surpeuplées, notamment dans les transports publics bondés et les logements ainsi que les bureaux aux surfaces réduites.**

La distanciation sociale (nous préférons parler de distance physique) amène à reconsidérer l'espace public d'une autre façon.

Toutes les mesures-barrière qui s'imposent à nous tous pour répondre à la crise du coronavirus ont bousculé brutalement notre quotidien et modifié nos interactions sociales.

Cette pandémie nous amène à repenser l'espace urbain : en particulier les places, les terrasses de restaurant. Il va nous falloir inventer des espaces dispersés, c'est-à-dire occupant davantage d'espace.

Rapprocher les lieux de travail des lieux d'habitat n'est plus aussi nécessaire qu'avant avec le télétravail. On va pouvoir réaliser de substantielles économies quand on compare les prix du m<sup>2</sup> à Paris et en banlieue, avec des écarts allant de 3000€ à 14000€/m<sup>2</sup>.

Du coup, autant se faire plaisir et habiter un cadre de vie agréable. Mais quid de l'étalement urbain et de l'artificialisation de nouvelles terres agricoles ?

Le modèle est-il aux maisons et aux jardins qui s'étendent à perte de vue dans le paysage, comme l'avait théorisé Frank Lloyd Wright avec la Broadacre City ?

Le retour aux villages apparaît comme une solution entre des villes congestionnées et une banlieue qui ne l'est pas moins.

La France compte pas moins de 33190 villages de moins de 5000 habitants, dont beaucoup végètent. Si les pouvoirs publics « adoptent » ces petits centres historiques sous-habités, en leur

donnant des avantages fiscaux, des moyens de transport, etc ..., ce serait une porte de sortie pour l'avenir de notre territoire.

La campagne facilitera cette évolution dans nos modes de vie, parce qu'il faut libérer de l'espace dans les zones urbaines.

Selon les sociologues, à cause du virus, beaucoup de gens souhaitent abandonner les grandes villes pour passer davantage de temps au vert.

Pour cela, il faut relancer la politique d'aménagement du territoire qu'avait initiée la DATAR ou recréer une nouvelle délégation avec des moyens appropriés et une volonté de faire (voire de fer).

**Le monde va être obligé de désinvestir l'espace public et à en retirer des activités collectives.**

Nous devons reprendre de l'espace aux voitures et nous concentrer sur le vert : par exemple, en élargissant les trottoirs pour faciliter la différenciation sociale et en créant de nouvelles voies cyclables.

Les villes offrent traditionnellement le plus fort taux de services réunis. C'est ce qui en fait leur intérêt. Il va falloir désormais compter avec moins de services dans les villes et les répartir autrement.

Donc moins de voitures et un encouragement aux modes de transport doux.

Il faudra modifier les horaires des administrations publiques et privées pour qu'ils ne coïncident pas avec ceux des écoles et ne génèrent de grands flux de transport.

### **Une nouvelle conception du logement**

Désormais, on va passer plus de temps à la maison, surtout si l'on y pratique le télétravail. Et de ce fait, il va nous falloir repenser les plans d'appartement différemment : une pièce supplémentaire servant de **bureau ou un coin de 4 à 5m<sup>2</sup>** dans le logement existant.. Ça n'est pas évident... Vu que la tendance était plutôt d'aller dans le sens de la réduction de la taille des appartements, nécessité économique oblige.

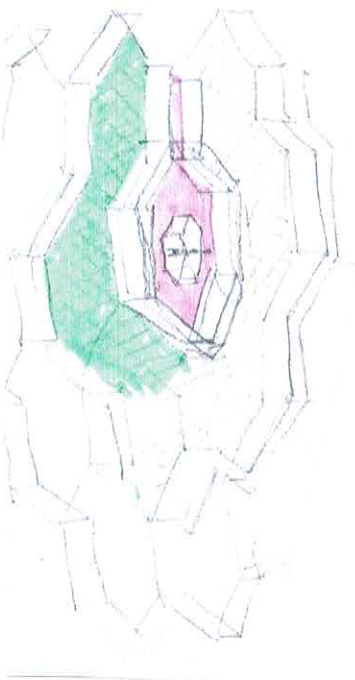
De même, il serait nécessaire d'ajouter un équipement inhabituel : un **lavabo dans le vestibule**.

D'après Lloyd Alter, expert de l'histoire du design : *l'entrée est une zone de transition entre l'intérieur et l'extérieur, où vous laissez vos affaires sales et où vous vous lavez les mains avant de pénétrer dans la maison*. Il serait bon dès lors de multiplier à l'entrée des logements de tels lavabos et d'équiper les entrées de distributeurs de gel hydroalcooliques, de la même façon que cela est pratiqué à l'entrée des édifices publics et des magasins.

Une autre piste de réflexion porte sur la qualité de l'air : des filtres plus performants et une meilleure aération seront nécessaires pour limiter notre exposition aux maladies infectieuses.

Les lampes germicides à rayons ultraviolets pourraient se généraliser. « *Dans l'avenir, la technologie devrait nous aider davantage. Des capteurs seront développés, qui permettraient en*

*temps réel de détecter des virus sur des surfaces. Ils pourront être utiles pour déclencher des purificateurs d'air », toujours d'après M. Alter.*



Dans le même esprit de désinvestir l'espace public, nous avons plusieurs propositions à faire pour libérer de l'espace dans les lieux publics et favoriser l'éloignement entre les individus, conséquence du COVID19.

### La distanciation en milieu scolaire

A titre de premier exemple, la distance d'un mètre cinquante qu'on nous demande de respecter tant qu'il n'y aura pas de vaccin est indispensable en milieu scolaire. Elle l'est aussi dans les cantines et plus généralement dans les lieux de restauration.

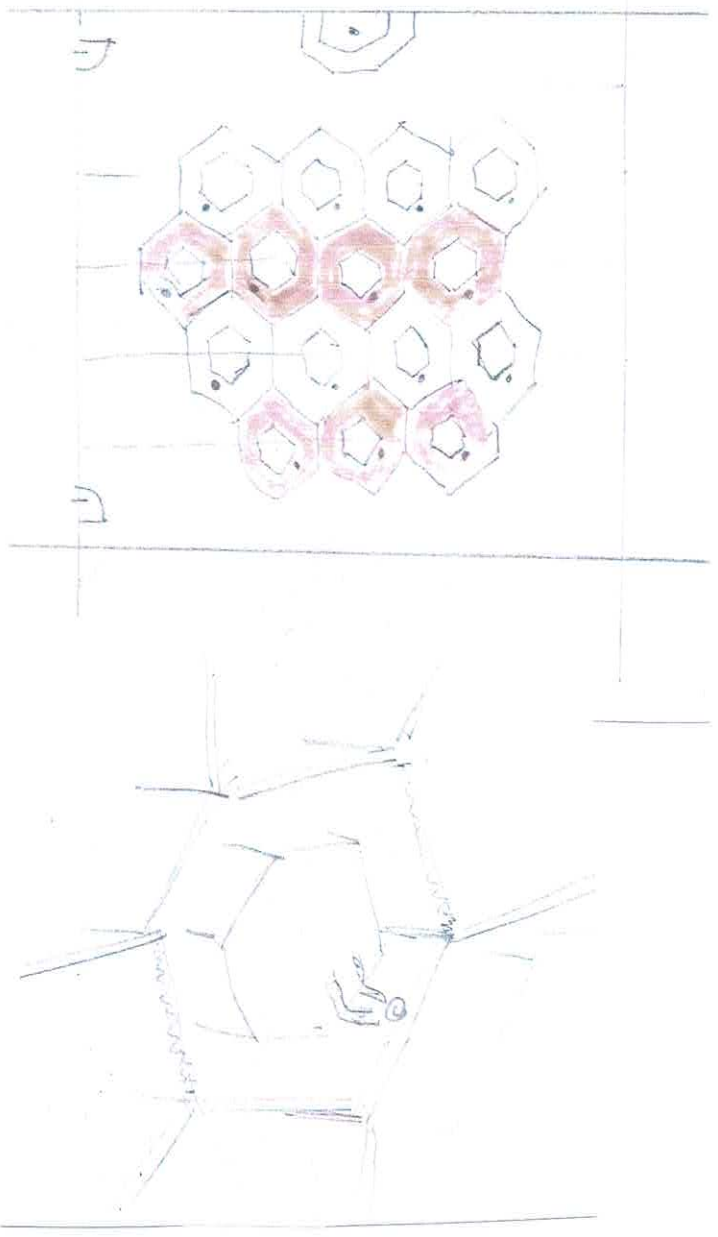
Nous proposons d'inscrire la surface d'une classe dans une maille hexagonale susceptible de s'adapter à toute forme de surface ou de volume et permettre de garantir le respect de la distance entre individus, en l'occurrence entre élèves, quoiqu'il arrive.

La maille ainsi disposée va servir de guide pour installer le mobilier scolaire ou le mobilier de bureaux et présenter des alvéoles où chacun aura sa place et ne risquera pas d'en déborder ou d'être dérangé.

Pour une salle de classe courante de 50m<sup>2</sup>, nous avons retenu le principe d'une classe de 15 élèves et de respecter 1.50m entre chaque enfant. Ainsi, grâce à ce schéma, il n'y a aucune possibilité de contact : la règle est de faire rentrer un par un les enfants dans les files verticales et de les faire ressortir pareillement à la fin du cours.

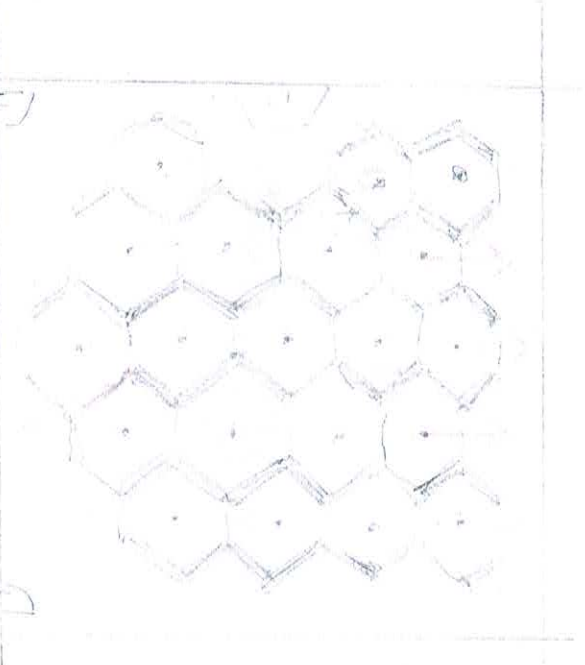
Cela peut avoir un côté ludique, si l'on y introduit du savoir vivre en bon confiné. Une fois l'élève rentré dans sa cellule-maison, il se referme par un élastique (comme dans les files d'attente des aéroports).

C'est tout simple et ne nécessite pas un équipement très coûteux.

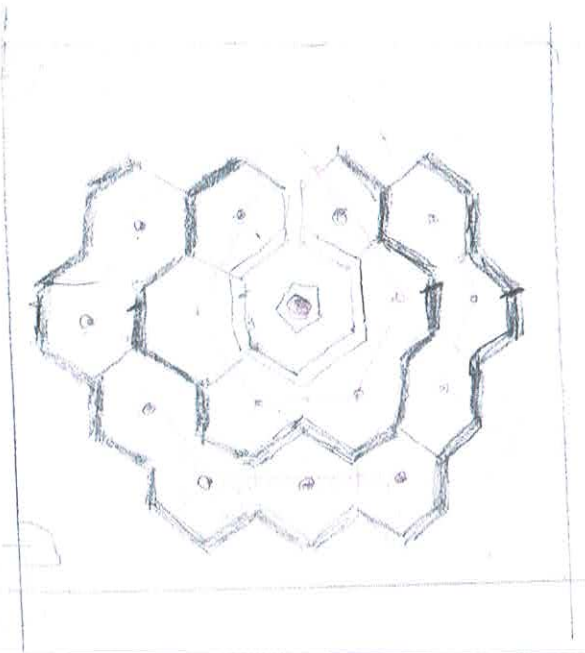


Exemple d'une classe adaptée à la distanciation physique d'1.50m pour 15 élèves

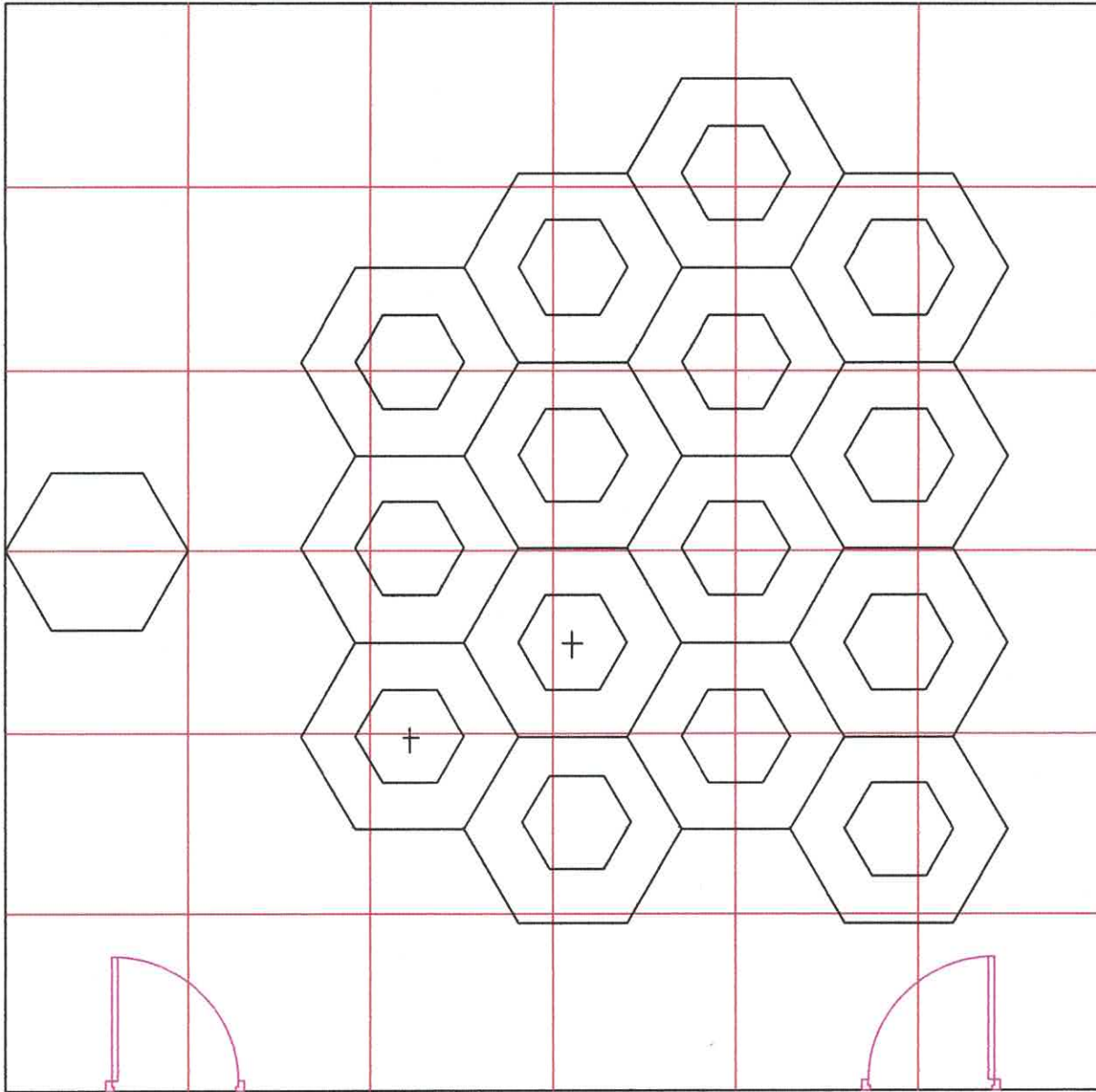
Ce principe peut s'adapter à d'autres pratiques d'enseignement que la classe tournée vers le professeur et le tableau posé contre le mur de refend. Par exemple, on pourrait imaginer reprendre la même trame mais cette fois avec l'enseignant au milieu de la classe pour un conte ou pour susciter un nouvel intérêt au cœur de la pièce.



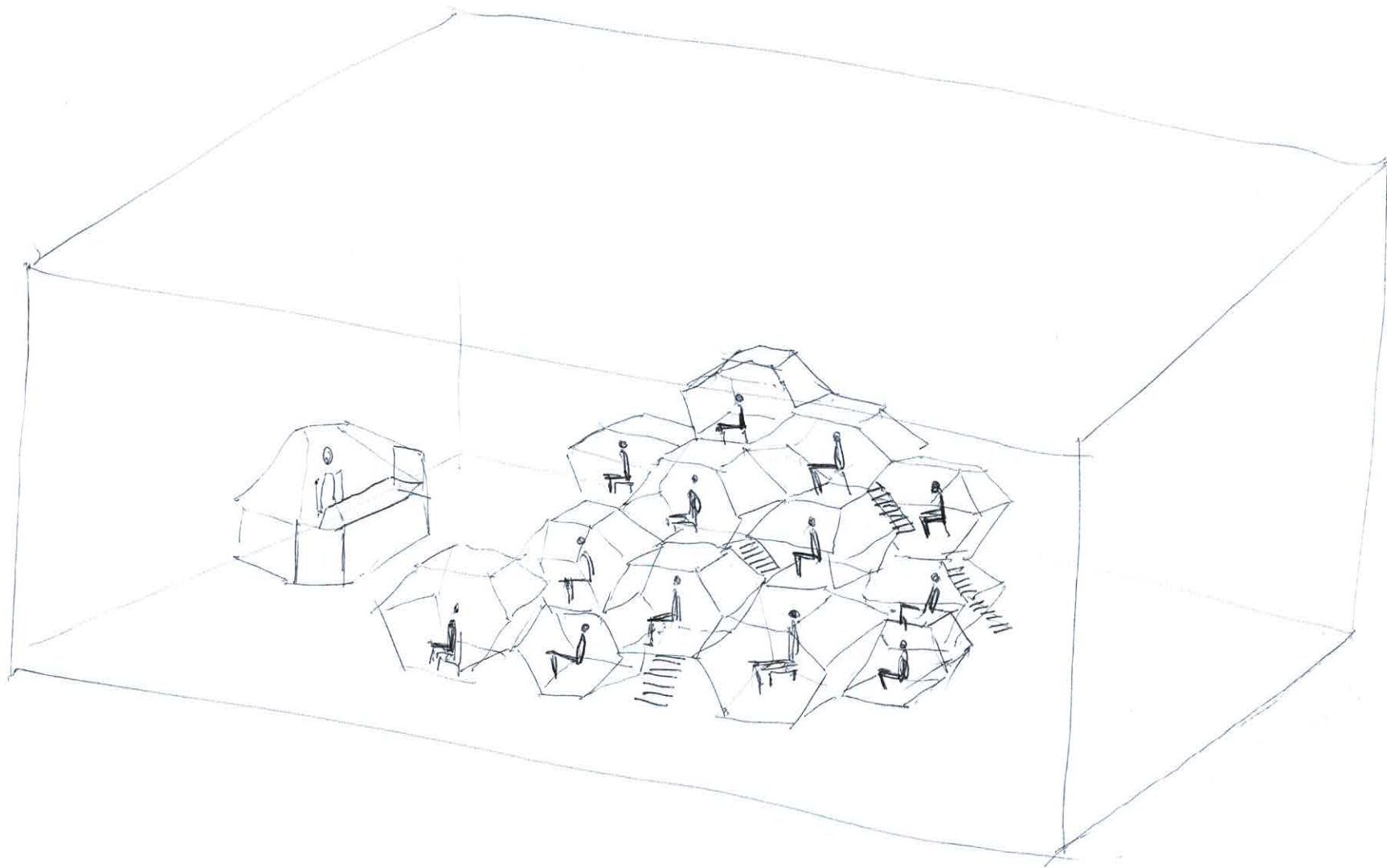
① Tableau contre mur  
15 élèves



② prof. au milieu de la classe  
15 élèves



15 élèves



Exemple d'une classe "ludique" à 15 élèves : CLASSE COVID. 3D.

### Télé-travail, « open space », « coworking », la crise sanitaire change la vie de bureau.

Le retour au bureau après le confinement imposé par le coronavirus oblige à repenser l'aménagement des espaces de travail avec un grand gagnant, le travail à distance, et une victime, les open spaces ancienne formule.

Selon la dernière édition du baromètre de la qualité de vie au bureau, trois actifs sur cinq travaillant dans un bureau sont dans un espace fermé, 29% dans un espace collectif ouvert et 6% sont sans poste attribué (bureau partagé ou « desk-sharing »).

Dans le contexte post-covid, les entreprises vont être obligées de repenser leur organisation. Les bureaux en plateau ouvert vont devoir être repensés. On va sans doute assister à un grand développement du flex-office dans les années qui viennent.

Chez Renault, on compte une moyenne de 14000€/an/par bureau en région parisienne ; multiplié par le nombre d'agents, on arrive à des chiffres très conséquents.

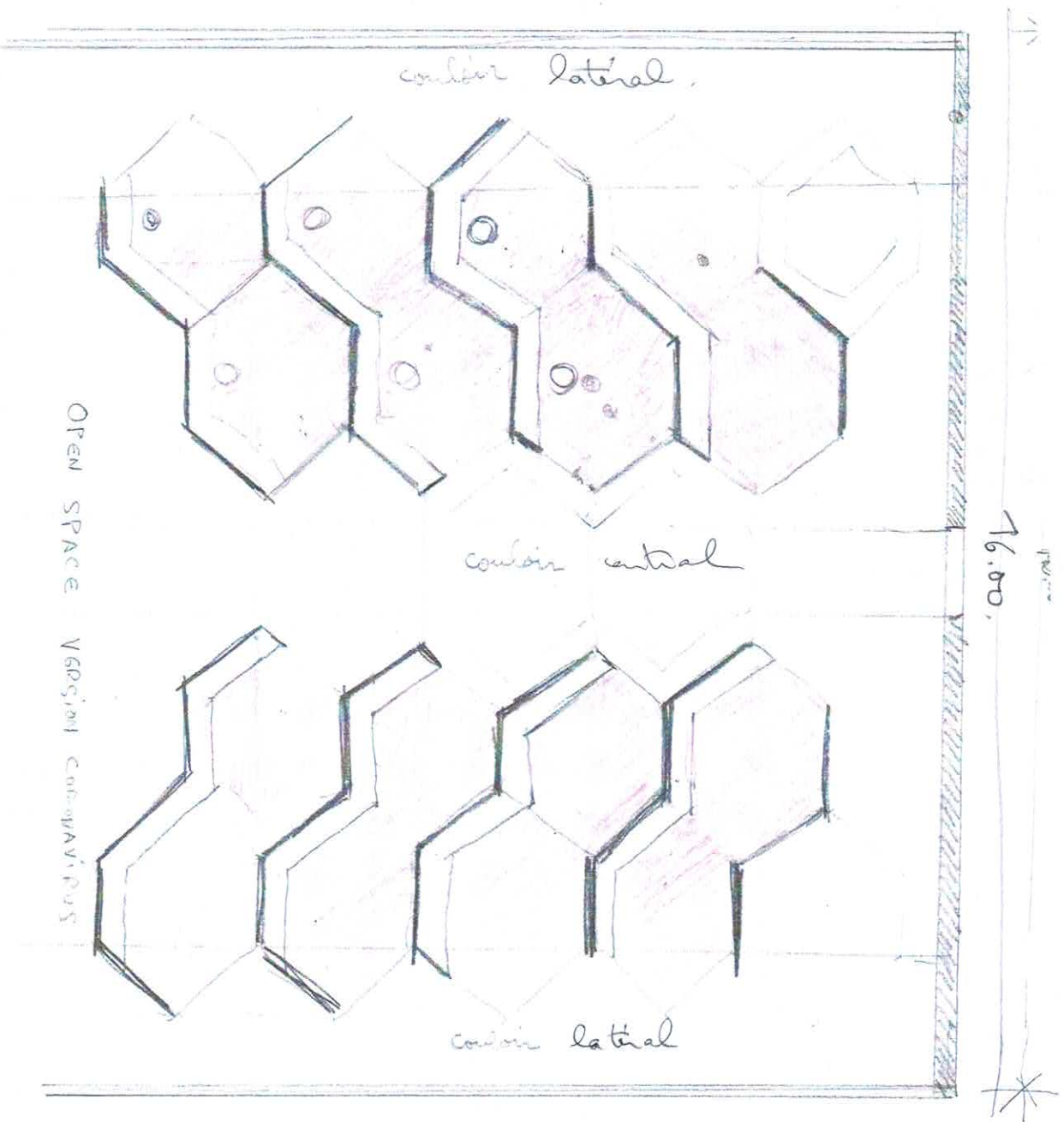
L'open space a été densifié au fil des années, on a entassé les gens pour économiser des mètres carrés. On va devoir dédensifier et revenir à quelque chose de sans doute beaucoup plus agréable car on ne sera plus collé les uns contre les autres.

Les flex offices seront sans doute la solution d'avenir. Le principe est bien connu : il s'agit de l'absence de bureaux attitrés sur le lieu de travail. Il prône la mise en commun des biens qui permettent aux collaborateurs d'exercer leur profession.

Question aménagement, il va falloir aussi réfléchir à des séparateurs à mettre en place : paravents transparents disposés suivant le même principe que celui des classes, c'est-à-dire une disposition en nid d'abeille basée sur l'hexagone.

De part et d'autre d'un couloir central, on disposerait ainsi en quinconce des espaces de travail où la distanciation physique serait garantie.

Des couloirs latéraux longeant les façades garantiraient la parfaite indépendance des locaux créés et un accès privatif. On pourrait ainsi organiser des sens de circulation sans qu'il y ait de croisements.



Au final, que faire des immeubles de bureaux ainsi dédensifiés ? avec bien moins d'occupation ?

Si les immeubles ont été conçus dès le départ pour accepter de la flexibilité, tout va bien.

Si ce n'est pas le cas, on pourra toujours les reconverter en logements, mais il s'agit de réhabilitations lourdes. Nous pensons que là réside une merveilleuse opportunité de récupérer de la place, généralement bien située, pour de nouveaux usages : équipements culturels, parcs urbains, espaces de récréation... et surtout de travail comme le **coworking**.

Nous aurions ainsi des bâtiments comprenant bureaux dans les étages inférieurs et habitations au-dessus et en tampon entre les deux un espace de récréation avec des jardins suspendus, des équipements communs, etc.....



Nous avons déjà proposé ce type d'occupation dans un concours à Nouméa, où il s'agissait de vider une tour de logement et de lui donner une nouvelle vie. En voici, une illustration :



Exemple d'un immeuble dédensifié comprenant une superposition bureaux en coworking-espaces de récréation- logements (concours à Nouméa 2012)

**En conclusion, nous pensons qu'il faudra désormais réfléchir à de nouvelles occupations de l'espace public en le désinvestissant progressivement et concevoir de nouveaux bâtiments plus dédensifiés.**

**Gaetan de GUILLEBON , architecte**

**[gdgarchi@club-internet.fr](mailto:gdgarchi@club-internet.fr)**